

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI FLANDRES ENERGIE

17 RUE DU PETIT PAVE
59173 Renescure

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\AGRI FLANDRES
ENERGIE_Renescure_0007005918\2_Inspections\2025 12 01 PPC AR9
Code AIOT : 0007005918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement AGRI FLANDRES ENERGIE implanté 17 RUE DU PETIT PAVE 59173 Renescure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre de l'action régionale 2025 Méthanisation inscrite au plan pluriannuel de contrôles de la DREAL. Cette action se décline dans un contexte d'essor de la filière méthanisation, avec 177 installations recensées dans la région fin 2024. La région se situe à la 4ème place nationale en terme de nombre d'installations. Cette filière déplore une accidentologie en hausse, ce qui a mené le ministère à publier en juin 2021 des arrêtés modificatifs afin de renforcer les prescriptions générales applicables installations de méthanisation, dans un objectif d'amélioration de la surveillance et de la prévention des risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI FLANDRES ENERGIE
- 17 RUE DU PETIT PAVE 59173 Renescure
- Code AIOT : 0007005918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SARL AGRI FLANDRES ENERGIE exploite, à Renescure, une unité de méthanisation agricole par cogénération. L'activité de l'établissement relève des installations classées pour la protection de l'environnement, elle est classée à autorisation pour les rubriques 2781 et 3532, pour une capacité de traitement de 150 tonnes par jour, par arrêté inter préfectoral d'autorisation environnemental du 19 décembre 2024. Auparavant l'installation était exploitée depuis 2013 sous le régime déclaratif puis enregistrée par arrêté préfectoral du 12 mars 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Code de l'environnement du 14/10/2023, article Annexe (4) à l'article R. 511-9	Sans objet
2	Stockage d'intrants – protection contre les intempéries	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 6	Sans objet
3	Stockage d'intrants – prévention des nuisances olfactives	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéas 12 et 13	Sans objet
4	Stockage d'intrants solides – sondes de température	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 alinéa 2	Sans objet
5	Stockage de digestat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9 alinéas 2 et 3	Sans objet
6	Séchage de digestat – sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 alinéa 3	Sans objet
7	Système d'épuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis	Sans objet
8	Identification des sources olfactives	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Equipements de traitement des odeurs	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 6	Sans objet
10	Registre des plaintes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 7 à 9	Sans objet
11	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Sans objet
12	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 3-1-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré sa réactivité face aux remarques de l'inspection, notamment pour ce qui concerne la longueur de la sonde de température permettant la surveillance de l'auto échauffement des intrants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2023, article Annexe (4) à l'article R. 511-9

Thème(s) : Actions régionales, Classement et régime ICPE applicables

Prescription contrôlée :

Nomenclature des installations classées

Capacité autorisée dans l'APA du site du 19/12/2024

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur	Capacité de traitement pour le cumul 2781-1 et 2781-2 : 150 t/j	A

	<p>méthanisées sur leur site de production :</p> <p>1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoaires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j</p> <p>2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux : La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j</p>		
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la</p> <p>directive 91/271/CEE : traitement biologique</p>	150 t/j	A
Constats :			

<p>L'installation est autorisée pour les rubriques 2781 et 3532 de la nomenclature pour une capacité de traitement de 150t/jour. Depuis janvier 2025, l'installation a traité 47800t de matières, soit une moyenne de 143 tonnes par jour.</p> <p>L'installation étant autorisée pour cette capacité depuis le 19/12/2024, la capacité de traitement est regardée depuis janvier 2025, soit sur moins de un an.</p> <p>Avant cela, l'installation était déjà existante, d'abord sous le régime déclaratif depuis 2013, puis sous le régime de l'enregistrement à partir du 12 mars 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage d'intrants – protection contre les intempéries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Risques de pollution des milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les intrants solides sont stockés dans le bâtiment, en fosse, à l'abris des intempéries. Une citerne extérieure dispose d'une sonde de niveau reliée déclenchant une alarme reliée à un automate. La fosse extérieure est bâchée de façon à la protéger des eaux pluviales. Cette fosse dispose d'une sonde de niveau reliée elle aussi à l'automate. L'alarme est reportée sur les téléphones des opérateurs et du personnel d'astreinte qui dispose d'une supervision à distance. Le personnel d'astreinte réside à 5mn de l'installation et les opérateurs à 10 mn du site. Vu la sonde de niveau de la fosse extérieure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage d'intrants – prévention des nuisances olfactives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéas 12 et 13</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Nuisances olfactives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.</p> <p>Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les intrants sont stockés dans le bâtiment, en fosse ou sur rétention. Les intrants liquides sont en cuve ou en fosse bâchée. Ces moyens d'entreposage limitent les nuisances.</p>

<p>Les dispositifs de stockages sont étanches.</p> <p>Les intrants conditionnés peuvent rester stockés de quelques jours à quelques semaines mais leur conditionnement garanti l'absence de nuisance. L'exploitant reçoit par exemple des palettes filmées de boîtes de soda. Dans tous les cas, les produits conditionnés sont stockés sur sol étanche muni d'un réseau séparatif de récupération des effluents des intrants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage d'intrants solides – sondes de température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 alinéa 2
Thème(s) : Actions régionales, Risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure particulière pour le suivi des intrants solides sujet au phénomène d'auto échauffement. La procédure créée le 28/01/2025 est mise à jour le 08/12/2025. La dernière version est transmise à l'inspection par courriel du 15/12/2025.</p> <p>Le suivi consiste notamment en une prise de température régulière jusqu'à disparition du risque. A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé sa procédure en définissant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La nature des intrants à risque -La fréquence des prises de températures -Les températures à risque -Les modalités de prises de température (niveau de profondeur, répartition) -Matériel utilisé -Les actions à réaliser en fonction des seuils températures relevées <p>La procédure indique que suivi des stockages à risque est consigné dans le registre des relevés de température. Le registre est joint à la procédure. Il contient les informations suivantes à renseigner :</p> <p>Nature et lieu de stockage, conditions météorologiques, Tableau de relevés de températures avec les dates, heures, profondeur, Température, Action mise en place.</p> <p>Jusqu'alors, l'exploitant utilisait une sonde mobile de 1m. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a passé commande pour un thermomètre agricole de 3 mètres. Il est désormais équipé d'une sonde mobile de 3 mètres lui permettant de recueillir des informations plus justes sur la température au cœur du stockage.</p> <p>Par courriel du 15/12/2025 l'exploitant a transmis le bon de commande de la sonde de température ainsi qu'une photographie de la sonde reçue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage de digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9 alinéas 2 et 3
Thème(s) : Actions régionales, Risques de pollution des milieux et de nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champs moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

Les installations de stockage non couvertes doivent faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestats produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Constats :

L'installation ne produit pas de digestat solide.

Pour le stockage de ses digestats liquides, le site dispose de deux cuves sous bâche sur site et de deux lagunes en site déporté.

Une lagune sur la commune de RENESCURE, rue de l'Equarrissage et une lagune sur la commune de NOORDPEENE, route du Schaecken d'un volume utile de 2000 et 6000m³. Ces aménagements sont autorisés dans l'arrêté préfectoral du site (art 1-2-2 et 6-3-6 de l'APA du 19/12/2024).

Une troisième lagune, sur le territoire de la commune de Renescure est prévue dans l'autorisation mais non créée à la de l'inspection.

L'exploitant a en outre déposé un porté à connaissance en date du 18/11/2025, réceptionné en préfecture le 20/11/2025, notamment pour la création d'une nouvelle fosse de stockage de digestat couverte sur le site d'exploitation.

L'exploitant indique que le digestat liquide stocké dans les lagune a subi un traitement de plus de 80 jrs. Le temps de séjour du digestat dans les différentes phases du process (digesteur, post digesteur) puis un stockage tampon en cuve sous bâche sur le site d'exploitation est supérieur aux 80 jours requis. Cette durée de traitement permet de limiter les émissions odorantes.

Le niveau des lagunes est géré par une procédure particulière ("Procédure de surveillance du niveau dans les lagunes" créée le 22/09/2022 et mise à jour le 05/12/2025) prenant en compte les situations météorologiques décennales permettant d'éviter les débordements. Le niveau de stockage dans les lagunes est défini dans le document "Stockages de digestats non couverts" du 05/12/2025 prenant en compte les situations météorologiques décennales de la station de Lille - Lesquin (période 1996 - 2023).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 15 jours, les données fournies par le constructeur justifiant le temps de traitement du digestat dans l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 alinéa 3
Thème(s) : Actions régionales, Risques d'incendie
Prescription contrôlée : A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85° C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.
Constats : L'installation ne dispose pas d'unité de séchage de digestat. Le digestat produit par l'installation est liquide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système d'épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis
Thème(s) : Actions régionales, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ; -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
Constats : L'installation ne dispose pas de système d'épuration du biogaz. Le méthaniseur ne produit pas de biométhane. il s'agit d'une méthanisation par cogénération : production d'électricité et d'un réseau de chaleur en auto suffisance et à destination d'une installation industrielle voisine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Identification des sources olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 2
Thème(s) : Actions régionales, Nuisances olfactives
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage

ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.
Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.
<p>Constats :</p> <p>Les intrants solides sont stockés dans les bâtiments pour limiter les nuisances. Les biodéchets et effluents d'élevages sont stockés dans un bâtiment dédié à l'hygiénisation et équipé d'un bio filtre. Le contrôle du bio filtre est prévu dans le programme de maintenance préventive à fréquence triennale. Le digestat brut stocké sur site est en cuves couvertes. Le digestat subit un traitement de 80 jours avant stockage ayant pour effet d'éviter les émissions d'ammoniac et réduire les odeurs. Les équipements concourant au traitement des odeurs sont présents dans le programme de maintenance préventive. On y trouve le programme de maintenance du ventilateur, du bio filtre, du laveur d'air, avec la nature des vérifications, les fréquences et l'intervenant (prestataire ou régie). Le dossier sur la problématique odeur n'est pas vu lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection son dossier sur la problématique odeur dans un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Equipements de traitement des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 6
Thème(s) : Actions régionales, Nuisances olfactives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou bio filtres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2025, l'exploitant a mis en place un bio filtre dans le bâtiment d'hygiénisation et de déconditionnement. Le contrôle de cet équipement est prévu dans le programme de maintenance préventive. La fréquence de maintenance est propre à chaque élément du biofilm</p>

(état de la biomasse : semestriel, fonctionnement des diffuseurs 1/semaine,...). L'installation dispose également d'un laveur d'air, présent au programme de maintenance dans les mêmes formes (nettoyage de la cuve et de la colonne 1/trimestre, vérification du bon fonctionnement des soupapes 1/semaine). Pour ces deux équipements, la mesure des paramètres : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur en amont et aval des équipements est prévue tous les 3 ans (prestataire Odometric).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre des plaintes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 alinéa 7 à 9

Thème(s) : Actions régionales, Nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre des plaintes. Ce registre est vierge. L'inspection indique à l'exploitant que le registre doit contenir toutes les plaintes qui lui sont communiquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39

Thème(s) : Actions régionales, Gestion d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système

d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

Constats :

Le programme de maintenance préventive et de vérification périodique est présenté à l'inspection. On y retrouve notamment les vérifications à effectuer et leur fréquence pour les équipements suivants : Chariots, transpalettes, extincteurs, porte de la fosse à déchets, détecteurs de gaz portable et fixes, détecteur incendie, détecteur de fumée, canalisations de biogaz, pot à condensat, joints des hublots (vérification d'étanchéité une fois par semestre à l'aide d'un analyseur gaz portatif en régie et une fois par an par un prestataire par caméra thermique), soupapes de sécurité (Nettoyage, vérification de la garde hydraulique, mise hors gel et pression de tarage 3,4 mbar, une fois par an), étanchéité des équipements de pompage des liquides, agitateurs, pompes, système d'injection d'air, sondes de niveau, de température, de pression, biofiltre, mais aussi, le programme de contrôle quotidien des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage une fois par an.

Le site ne dispose pas de stockage tampon de biogaz ni de trappes d'accès ou trous d'hommes.

Le programme de maintenance a été créé en avril 2020. Sa dernière mise à jour date de décembre 2025.

Alinéa 3 sans objet. Installations de méthanisation par voie liquide.

La dernière vérification des installations électriques date du 06 mars 2025 (SOCOTEC). Vu le rapport de SOCOTEC. Certaines observations sont récurrentes d'une année à l'autre. L'exploitant doit veiller au suivi des rapports afin de lever les observations. Aucune non conformité n'est rapportée par SOCOTEC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera des plages de mesures de l'étalonnage des capteurs de pression et et que celles ci sont adaptées au fonctionnement de l'installation.
L'exploitant transmettra sous 15 jours son plan d'action de levée des observations sur ses installations électriques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 3-1-3

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des odeurs

Prescription contrôlée :

Un état des odeurs dans l'environnement est réalisé avant la mise en service du site, puis dans un délai d'un an après la mise en service, selon la même méthode.

Constats :

Cette prescription n'est pas vérifiée lors du contrôle. Elle rejoint le point de contrôle 8.
Un état des odeurs dans l'environnement a été réalisé et est présent dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant. L'échéance des un an après la mise en service n'est pas atteinte lors de la visite d'inspection, néanmoins il est demandé à l'exploitant de fournir cet état dès réalisation et à l'échéance visée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection, l'état des odeurs, réalisé dans le délai de un an après la mise en service, dans les conditions précisées à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009.

Type de suites proposées : Sans suite